Table des matières

Illustrer une forme d'engagement : le vote 2
Illustrer une forme d'engagement : le militantisme 3
Illustrer une forme d'engagement : l'associatif 3
Illustrer une forme d'engagement : la consommation engagée 4
Illustrer le paradoxe de l'action collective 5
Illustrer les incitations sélectives, malgré le paradoxe de l'action collective 6
Illustrer les rétributions symboliques, malgré le paradoxe de l'action collective 6
Illustrer les variables socio-démographiques dans l'engagement politique 7
Illustrer la diversité des objets de l'action collective 7
Illustrer la diversité des acteurs de l'action collective 8

L'objectif de cette fiche est de te donner un certain nombre d'exemples fictifs mais réalistes que tu peux utiliser ton paragraphe en AEI. Ces exemples sont volontairement simplifiés pour un élève de terminale. Tu peux évidemment les adapter à tes préférences et tes besoins

À noter que :

- dans mes cours, tu trouveras l'AEI comment étant : Affirmation, Exemple, Interprétation
- tout exemple fictif ne doit pas remplacer la mobilisation de valeurs statistiques présentes dans des documents d'EC2, EC3 ou dissertation. L'exemple fictif doit être un complément permettant l'explicitation

C'est parti 😊

Illustrer une forme d'engagement : le vote

A : Tout d'abord, nous pouvons écrire que le vote est une forme d'engagement politique non négligeable. Rappelons que l'engagement politique renvoie à l'ensemble des actions menées par les citoyens de sorte à influencer les détenteurs du pouvoir politique. Le vote renvoie à un droit civique que tout citoyen d'un pays démocratique possède et qui lui permet de faire entendre son opinion lors d'une élection.

EI : Par exemple, lors d'une élection présidentielle, tout individu majeur et en possession de ses droits (n'étant pas incarcéré) peut utiliser le vote pour influencer la politique de son pays. Si le chef du gouvernement qu'alors au pouvoir (jusqu'au moment du vote) mène une politique dont un citoyen est favorable, le vote permet de reconduire le chef du gouvernement pour un nouveau mandat (si la Constitution le permet). Au contraire, le vote peut être un moyen pour un citoyen de « punir » un chef de gouvernement en faisant le choix de voter pour son concurrent direct. Cela peut arriver dans la situation dans laquelle un chef de gouvernement ait mené une politique en défaveur du pouvoir d'achat des ménages. Néanmoins, le vote ne se résume pas au vote pour « la droite », « la gauche » ou encore « le centre » ou les « extrêmes ». Il concerne également le choix pour le citoyen de s'abstenir. Une partie de l'abstention s'explique par des variables sociologiques. C'est en particulier le cas de l'abstention systématique, qui relève essentiellement de ce qu'Anne Muxel nomme abstention "hors-jeu politique". Il s'agit d'une abstention qui se traduit par un sentiment de désintérêt vis-à-vis de la politique et donc souvent le sentiment d'incompétence politique. Cette abstention concerne des individus dont les caractéristiques favorisent l'expérience de la domination sociale ; on y observe ainsi une sur-représentation des chômeurs, des précaires et des moins diplômés. D'autre part, une partie de l'abstention peut correspondre à ce qu'Anne Muxel a nommé un abstentionnisme « dans le jeu politique » : l'abstention d'électeurs relativement intéressés par la politique, capables d'exprimer une référence partisane, plus jeunes et diplômés que les abstentionnistes "hors-jeu". Dans ce cas, les électeurs choisissent de s'abstenir afin de protester ou de marquer un refus de telle ou telle candidature. Il ne s'agit pas alors de désintérêt pour la politique, au contraire, mais plutôt d'une autre forme de contestation par le non-vote. Anne Muxel la relie donc à l'émergence d'un nouveau type d'électeur, plus mobile, plus affranchi des modèles d'identification partisane, relativement critique et exigeant à l'égard de l'offre politique, et pouvant utiliser l'abstention au même titre que le vote pour se faire entendre et peser sur l'élection. Que le vote soit effectif, que l'abstention soit « dans le jeu » ou encore qu'il soit blanc, le vote en tant que droit civil est un moyen d'influencer des décisions politiques.

Illustrer une forme d'engagement : le militantisme

A : Ensuite, nous pouvons écrire que le militantisme est une forme d'engagement politique non négligeable. Rappelons que l'engagement politique renvoie à l'ensemble des actions menées par les citoyens de sorte à influencer les détenteurs du pouvoir politique. Le militantisme renvoie à l'ensemble des actions auxquelles un citoyen participent (collage d'affiches, participation à des manifestations, des débats, des réunions syndicales …)

EI : Prenons l'exemple d'un homme, cadre, de 25 ans et qui adhère à un parti politique. Ce profil d'individu renvoie à un profil jeune, diplômé et engagé qui, concrètement, le conduira à participer à des manifestations et des débats, mais aussi à conduire des actions par de nouveaux moyens (cybermilitantisme, boycott…). En effet, nous remarquons que les individus plus diplômés sont les individus que nous retrouvons le plus dans des actions militantismes. Ce sont ces individus qui se sentent davantage intéressés par la politique, car ils la comprennent mieux, et se sentent capables de mener des actions et de s'exprimer en public. Ce sont également les jeunes, qui, ayant grandi avec Internet, sont coutumiers des réseaux sociaux et sont capables de les utiliser à des fins politiques. Alors, nous pouvons imaginer que ce jeune de 25 ans se sentira suffisamment à l'aise pour défendre ses idées politiques à travers son parti politique. Il pourra participer à création de flyers et d'affiches qu'il pourra distribuer dans la rue afin de diffuser ses combats politiques mais aussi sur les réseaux sociaux (cyber militantisme). De plus, étant cadre, il se sentira probablement suffisamment à l'aise pour participer à des débats et prendre la parole en public. De cette manière, il sera également amené à participer à des manifestations syndicales pendant lesquelles des messages (sonores et manuscrits) seront diffusés, profitant aujourd'hui d'une couverture médiatique car la présence de TV peut permettre de propager ces messages plus rapidement et plus efficacement et ainsi faire connaître un mécontentement. A l'échelle nationale, des actions militantes nombreuses peuvent permettre de faire prendre conscience aux gouvernant d'une inquiétude civile et d'un besoin de changement(s) auquel cas, ceux-ci pourront adapter leurs décisions politiques.

(nous pourrions encore ajouter l'ensemble des actions illégales spectaculaires pour montrer une évolution du militantisme)

Illustrer une forme d'engagement : l'associatif

A : De plus, nous pouvons écrire que l'engagement associatif est une forme d'engagement politique non négligeable. Rappelons que l'engagement politique renvoie à l'ensemble des actions menées par les citoyens de sorte à influencer les détenteurs du pouvoir politique. L'engagement associatif, quant à lui, renvoie à la participation d'un individu dans une association visant à renforcer le lien social, le développement de la solidarité ou encore la lutte contre toutes les formes d'exclusion. Cet engagement implique un temps donné gratuitement et volontairement à autrui en dehors de son univers familial.

EI : Nous pouvons imaginer le cas d'une jeune femme diplômée d'études de sociologie et qui, parce qu'elle a du temps libre, décide de faire du bénévolat dans une association. Elle peut décider d'adhérer à une association féministe qui lutte contre les inégalités socio-économiques hommes-femmes. Cet engagement individuel est un engagement politique car, au travers de sa participation à cette association, cette jeune femme vise à favoriser les liens de solidarité et d'égalité au sein de la société dans laquelle elle vit. Au sein de cette association, elle peut jouer

des rôles variés : réaliser des flyers ou affiches qui seront diffusés dans les rues ; intervenir dans des écoles pour sensibiliser les jeunes enfants aux violences conjugales et aux inégalités de genre ; accompagner des victimes de violences dans un processus de reconstruction de soi et renforcement de leur confiance en soi ; ou encore intervenir dans les entreprises et les services publics pour sensibiliser aux discriminations à l'embauche, aux inégalités de genre et lutter contre. Elle a alors un panel très varié d'actions qu'elle peut décider de mener sur son temps personnel et de participer à une cause qui lui semble importante. De cette manière, à grande échelle, des associations féministes participent à renforcer les liens de solidarité et à lutter contre les discriminations, ici, de genre.

Illustrer une forme d'engagement : la consommation engagée

A : Enfin, nous pouvons écrire que la consommation engagée est une forme d'engagement politique. Rappelons que l'engagement politique renvoie à l'ensemble des actions menées par les citoyens de sorte à influencer les détenteurs du pouvoir politique. Nous parlons de « consommation engagée » pour se référer à un ensemble des pratiques de consommation qui tiennent compte des conséquences économiques, sociales ou écologiques des décisions de consommation, et conduisent les individus à ne pas suivre leur intérêt individuel mais des principes politiques dans les choix de consommation.

EI : Nous pouvons prendre l'exemple de Sara, 28 ans, qui, depuis qu'elle a vu un documentaire sur les changements climatiques, a un déclic. Elle comprend que ses méthodes de consommation contribuent aux changements climatiques. Sara a toujours eu l'habitude de manger de la viande (car c'était une norme à la maison, depuis l'enfance) et de chercher à consommation à bas prix (car son pouvoir d'achat était limité). Malgré cela, prenant conscience que ses comportements profitent à des firmes transnationales qui produisent des millions de tonnes de CO2 chaque année, elle décide les changer : elle arrête de consommer de la viande car sa production génère plus de pollution que les céréales et tente de vérifier la provenance des produits textiles qu'elle achète pour boycotter des entreprises dont les conditions de travail de ses salariés sont dégradées (en effet, ce sont souvent les entreprises qui produisent des biens de bas de gamme dont les coûts de production sont très bas et où la pollution est importante). Ce changement de comportement permet, à son échelle (l'échelle de Sara), de contribuer à réduire la consommation de produits venus de l'autre bout du monde par conteneurs et d'apporter son soutien économique à des producteurs locaux. De cette manière, elle peut décider d'acheter des produits alimentaires en circuit court et de consommer des produits textiles fabriqué dans son pays. À l'échelle nationale et mondiale, la consommation engagée permet de faire valoir des idées politiques et d'influencer les détenteurs du pouvoir politique de favoriser la production nationale, de lutter contre le dumping social et de prendre des mesures écologiques.

Illustrer le paradoxe de l'action collective

A : D'abord, il est important de noter que l'individu, en supposant qu'il se comporte de manière rationnel, participe à ce que l'on appelle « le paradoxe de l'action collective ». L'action collective est une activité de groupe, concertée entre des acteurs pour contester ou revendiquer un changement social ou politique. L'une des premières explications de l'action collective serait que les individus défendent avant tout leurs intérêts. C'est le paradoxe de l'action collective. Mais les choses ne sont pas si simples, et c'est ce qu'a démontré le sociologue américain Mancur Olson.

E : Pour Mancur Olson, l'individu est un être rationnel qui a de bonnes raisons de s'engager, ou au contraire de refuser de participer à l'action collective. Son comportement politique s'explique alors par des intentions, notamment celle de faire coïncider ses intérêts personnels avec l'intérêt général. Imaginons la situation d'un piquet de grève : puisque les non-grévistes continuent d'être rémunérés pendant la grève, les salariés ont individuellement intérêt à ne pas participer à ce mouvement. En d'autres termes, tout individu qui défendrait un mouvement social peut être amené à ne pas y participer car la grève le conduirait à perdre une partie de sa rémunération. Il préférera alors laisser ses collègues faire grève et dire publiquement qu'il soutient le mouvement, sans réellement y participer. Il se comporte alors en « passager clandestin ». De la même manière, un individu adopte une attitude de « passager clandestin » lorsqu'il se dit en accord avec des manifestations revendiquant une meilleure protection de l'environnement (qui, par exemple, revendiquerait une loi rendant illégale l'utilisation d'un produit polluant) et qu'il décide de ne pas y participer. Cet engagement collectif peut conduire à l'adoption d'une loi visant à mieux protéger l'environnement (bien collectif non rival et non excluable) et à améliorer la santé publique. Par conséquent, tous les citoyens profitent d'un meilleur cadre de vie, alors même que certains d'entre eux profitent des bénéfices de l'engagement sans participer réellement.

A: Néanmoins, Olson explique qu'il existe des solutions à ce paradoxe. Selon lui, la résolution d'un tel paradoxe tient dans l'organisations d'incitations sélectives qui récompensent les individus en fonction de leur engagement. Elles peuvent être négatives ou positives et ces dernières expliquent l'engagement effectif d'un individu et lutte contre les stratégies de passager clandestin

E : Prenons l'exemple d'un syndicat. Si un individu détient la carte justifiant son affiliation à ce syndicat mais ne participe pas réellement aux réunions et aux opérations de cette organisation, le syndicat peut mettre en place des incitations pour le « forcer » à participer davantage. Par exemple, le syndicat peut lui faire miroiter des responsabilités et ainsi favoriser sa mobilité sociale pour lui donner envie de s'engager et de défendre les intérêts collectifs (ici, ceux du syndicat).

I : Ainsi, les logiques de l'action individuelle ne sont pas les mêmes que celles de l'action collective. Mancur Olson applique le raisonnement coûts/avantages à l'action collective et met à jour une situation paradoxale où un acteur rationnel a intérêt à profiter des résultats d'une action collective sans y participer. L'action collective a donc un coût : c'est du temps que l'on pourrait passer à faire autre chose, ou bien on risque des représailles… Alors, en tant qu'individu rationnel, on laisse les autres individus mener la mobilisation, tout en bénéficiant des résultats de l'action collective, si tenté qu'il y en ait. Malgré tout, les incitations sélectives se présentent comme des solutions à cette situation paradoxale

Illustrer les incitations sélectives, malgré le paradoxe de l'action collective

A : De plus, nous pouvons ajouter qu'il existe des incitations, malgré le paradoxe de l'action collective. L'action collective est une activité de groupe, concertée entre des acteurs pour contester ou revendiquer un changement social ou politique. L'une des premières explications de l'action collective serait que les individus défendent avant tout leurs intérêts. C'est le paradoxe de l'action collective. Les incitations sélectives (positives ou négatives) renvoient à un ensemble de mécanismes mis en place par un groupe d'individus qui se mobilise pour pousser les individus à se mobiliser et empêcher les comportements clandestins.

EI : Imaginons la situation d'un individu qui a adhéré à un syndicat mais qui ne participe pas aux réunions et ne se mobilise pas réellement pour défendre les valeurs du syndicat. Le syndicat peut décider d'inciter l'individu à se mobiliser par plusieurs moyens. D'abord, il peut mettre en place des incitations sélectives positives visant à lui offrir des responsabilités, subtilement hiérarchisées pour lui faire miroiter des possibilités de promotion (trésorier, secrétaire adjoint, secrétaire général, président… au niveau local, puis départemental, régional et national). Si ce moyen ne permet pas d'inciter l'individu à se mobiliser, le syndicat peut alors le dissuader d'adopter la stratégie du passager clandestin en lui imposant des sanctions, une pression psychologique, voire de brutalité à son égard.

Illustrer les rétributions symboliques, malgré le paradoxe de l'action collective

A : Enfin, nous pouvons ajouter qu'il existe des rétributions symboliques, malgré le paradoxe de l'action collective. L'action collective est une activité de groupe, concertée entre des acteurs pour contester ou revendiquer un changement social ou politique. L'une des premières explications de l'action collective serait que les individus défendent avant tout leurs intérêts. C'est le paradoxe de l'action collective. Les rétributions symboliques renvoient aux récompenses non matérielles que reçoivent les individus par leur implication dans l'action collective. Rappelons qu'il s'agit ici de comprendre pourquoi des individus s'engagent effectivement dans des actions collectives alors que leurs intérêts personnels ne coïncident pas toujours avec les intérêts collectifs. Une explication à ce paradoxe sont les rétributions symboliques : elles sont les satisfactions individuelles procurées par l'investissement militant et qui permettent de comprendre pourquoi des individus y consacrent une partie de leur temps.

EI : Prenons l'exemple de Samuel, militant dans un syndicat de gauche. Il a sa carte d'adhérant lui permettant de participer aux actions menées par le syndicat mais refuse d'y allouer une partie de son temps libre. Samuel travaille à temps plein et préfère allouer son temps libre à ses hobbies : le sport et la musique. Ce sont ces loisirs qui lui donnent une sensation de repos et qui lui donne la sensation de pouvoir commencer une nouvelle semaine de travail avec un maximum d'énergie. Pourtant, pendant qu'il fait son sport ou joue de son instrument, son syndicat organise des actions. C'est à ce moment que les rétributions symboliques interviennent. C'est une notion qui entre en rupture avec l'idéologie du militant dévoué et désintéressé. Le militantisme ne s'explique pas que par la volonté de défendre une cause, mais aussi par la satisfaction d'obtenir des responsabilités, de la notoriété… En effet, Samuel aime prendre la parole en public. Alors, la possibilité de pouvoir mener une manifestation un micro à la main, peut le conduire à profiter d'une action militante pour se donner à voir et engranger de la notoriété. En faisant office de figure importante du mouvement, il peut espérer obtenir de nouvelles responsabilités et devenir une personnalité publique reconnue. C'est lors de ces

manifestations que l'on retrouve une ambiance festive de son déroulement, une intensité de sa couverture médiatique, une rupture avec la routine quotidienne, la recherche de prestige ou de notoriété, les plaisirs de l'aventure, ou encore la satisfaction de se conformer à un code moral valorisant qui incitent les individus à se mobiliser collectivement.

Illustrer les variables socio-démographiques dans l'engagement politique.

A : Tout d'abord, nous pouvons écrire qu'il existe un ensemble de variables, à la fois sociales et démographiques, qui permettent de mieux comprendre l'engagement individuel et collectif.

E : Prenons l'exemple d'un jeune homme diplômé que l'on comparera avec une ancienne ouvrière retraitée. Dans cet exemple, plusieurs variables entrent en jeu : l'âge, la génération, le diplôme et le genre. Les études sociologiques ont tenté de comprendre comment ces variables peuvent expliquer l'engagement politique des individus. Elles se sont notamment rendues compte que ce sont, en moyenne, les hommes qui participent à des manifestations (et plus globalement qui militent) et qui votent pour des extrêmes, alors que les femmes sont plus modérées et font valoir leurs idées à travers une consommation engagée à échelle locale. C'est aussi les individus les plus diplômés qui, en moyenne, votent et militent le plus, car ceux-ci ont les connaissances et les compétences qui leur permettent de mieux comprendre la politique et de se sentir légitimes à participer à des mouvements sociaux. Alors, notre jeune homme diplômé aura des chances d'aller voter régulièrement et de militer, que ce soit par des actions traditionnelles telles que la manifestation ou par des actions menées sur Internet. Car en effet, une autre variable démographique entre en jeu et qui différencie l'engagement politique de notre jeune homme, comparé à notre ouvrière retraitée : la génération. En effet, aujourd'hui, une ouvrière retraitée qui aura grandi pendant les années 1950-1960 aura connu les manifestations de mai 1968 (mouvement social de gauche composé d'étudiants), les Trente Glorieuses (1945-1975) et la tertiarisation de l'économie, aura une propension plus importante à voter à gauche pour participer à des mouvements sociaux défensifs. En revanche, notre jeune diplômé aura grandi dans une période de crise multiforme : identitaire (de rejet de l'étranger), économique (Crise des subprimes, 2008 et crise de la COVID-19, 2019-2020), social (mouvement des gilets jaunes …) et de l'émergence de mouvements sociaux et de luttes minoritaires. Par conséquent, les causes pour lesquelles il s'engagera seront plus variées que notre retraitée. A cela, ajoutons qu'Internet lui permettra également de cyber militer. Nous remarquons alors qu'il existe différentes variables socio-démographiques qui permettent d'expliquer l'engagement politique

(À cela, nous pourrions ajouter les variables suivantes : PCS, religion et patrimoine. À préciser que l'idée n'est pas d'imaginer un exemple utilisant toutes les variables, car cela ferait trop, mais de choisir celles qui te semblent les plus pertinentes et plus faciles à illustrer)

Illustrer la diversité des objets de l'action collective

A : Ensuite, nous pouvons écrire que les objets de l'action collective sont divers et ont évolué dans le temps. Il s'agit de comprendre que les causes de l'action collective sont diverses et qu'elles évoluent. L'action collective est une activité de groupe, concertée entre des acteurs pour contester ou revendiquer un changement social ou politique.

E : Au XIXe siècle, le développement de la société industrielle s'est accompagné de conflits récurrents entre employeurs et ouvriers. Par ses revendications, la classe ouvrière a su

s'imposer comme un acteur majeur du changement social, aidée en cela par des organisations politiques reconnues comme légitimes (un syndicat : la CGT ; un parti politique : le PCF). Dans ce contexte, le mouvement ouvrier se mobilisait pour obtenir la semaine à 40h ou pour obtenir des congés payés pour tous. Leurs actions se réduisaient à des grèves, manifestations, pétitions, sabotages ou des occupations de locaux. Ces mouvements se centraient autour des conflits du travail et étaient offensifs. En revanche, aujourd'hui, les conflits du travail sont plus défensifs (défense d'une classe moyenne, mouvements altermondialistes, promotion de valeurs démocratiques…), ce à quoi s'ajoutent des Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS) qui luttent contre les discriminations faites aux minorités. Aujourd'hui, des mouvements sociaux comme « Me Too » ou « Black Lives Matter » sont des mouvements visant respectivement à lutter contre les violences conjugales et contre les discriminations faites envers la population afro-américaine. De cette manière, au fil du temps, les objets traditionnels de l'action collective persistent et à ceux-ci s'ajoutent de nouveaux motifs d'engagement. Ainsi, aujourd'hui, un individu peut militer pour un syndicat ou un parti politique pour défendre des droits et des valeurs démocratiques et en participant à une manifestation ; de la même manière qu'il peut lutter contre des discriminations de plusieurs natures (de genre, ethniques, …) et participer à de nouvelles revendications (écologistes, féministes…).

Illustrer la diversité des acteurs de l'action collective

A : Enfin, nous pouvons ajouter qu'il existe une diversité d'acteurs de l'action collective. L'action collective est une activité de groupe, concertée entre des acteurs pour contester ou revendiquer un changement social ou politique. Quatre catégories d'acteurs participent à cette action collective : les partis politiques, les syndicats, les associations et les groupements.

E : En effet, un des acteurs traditionnels de l'action politique est le parti politique. Il reste aujourd'hui un des acteurs majeurs de l'action collective car ce sont eux qui mettent en lumière des personnalités politiques qui ont pour objectif d'être un représentant politique : maire, député, ministre ou encore président de la république. Ils ont des moyens importants qui leur permettent une importante visibilité dans les médias et de diffuser des idées politiques. En infusant ces idées politiques et en soutenant des mouvements sociaux, ceux-ci contribuent à l'action collective. Ils peuvent effectivement soutenir des manifestations ou des débats publiques pour faire valoir leurs intérêts. Un autre acteur majeur est le syndicat : aux XIXe et XXe siècles, l'existence de grandes entreprises dans lesquelles travaillaient des salariés aux conditions de travail similaires favorisaient la création de syndicat qui étaient chargés de représenter les salariés et de porter des revendications au patronat. Aujourd'hui, ces grandes entreprises sont moins nombreuses et laissent place à de nombreuses petites entreprises dans lesquelles travaillent des salariés de plus en plus autonomes et aux conditions de travail différentes. Par conséquent, ils n'ont pas la possibilité de se syndicaliser au sein de leur entreprise. On assiste donc à une véritable « asyndicalisation » (c'est-à-dire à l'absence de représentation syndicale dans le monde du travail), plutôt qu'à une désyndicalisation (le fait que de moins en moins de salariés se syndiquent). En revanche, le syndicat reste un moyen efficace de participer à l'action collective. Et justement, ce manque d'implantation des syndicats dans de nombreuses branches professionnelles s'est observé avec le mouvement des Gilets Jaunes de l'hiver 2018-2019. Des travailleurs indépendants, des artisans, mais également des salariés de petits et moyens établissements implantés en zone péri-urbaine se sont mobilisés, souvent pour la première fois, sans appel syndical. C'est ce que nous appelons des « groupements » (3e catégorie d'acteurs). Enfin, nous pouvons ajouter que les associations participent à l'action collective. Dans l'action, les individus recherchent davantage l'action concrète, de proximité et efficace. Les objectifs sont

plus délimités, précis et atteignables. Par exemple, les marches pour le climat sont des mobilisations citoyennes, d'inspiration écologique, pouvant avoir lieu dans différents pays du monde et visant à faire pression sur les dirigeants mondiaux pour qu'ils proposent de véritables politiques climatiques contre le réchauffement climatique. La première marche pour le climat a eu lieu le 21 septembre 2014 à Paris et dans plusieurs capitales mondiales.